

LOUISA HANOUNE ÉVOQUE LES QUESTIONS D'ACTUALITÉ

Le Parti des travailleurs marque sa rentrée politique

En présence des cadres de son parti relevant de la wilaya d'Alger, la porte-parole du Parti des travailleurs (PT) a lancé un appel à la mobilisation «pour faire face à toutes les échéances et autres bouleversements qui peuvent intervenir sur la scène politique». Cela s'est passé, hier, lors d'un rassemblement à El Harrach.

Abder Bettache - Alger (Le Soir) - C'est depuis la bibliothèque communale d'El Harrach que Louisa Hanoune a marqué de son empreinte sa rentrée politique. Devant des militants de son parti, elle a passé en revue l'actualité politique nationale, tout en s'étalant sur les derniers événements qui ont marqué le pays durant la semaine écoulée.

C'est dans ce cadre qu'elle salua la mesure prise par les pouvoirs publics pour «mettre de l'ordre dans la sphère économique à travers les mesures prises contre le phénomène du marché informel», tout en réitérant en la circonstance de «l'urgence de prendre en charge et de répondre aux préoccupations des personnes touchées par cette mesure».

Pour le Parti des travailleurs, il s'agit pour l'Etat d'agir et de mettre tous les moyens à même de consolider l'appareil écono-

mique dans une perspective de créer de l'emploi. La décision de reporter le démantèlement tarifaire à l'an 2020 était également au centre de l'intervention de la porte-parole du Parti des travailleurs.

Louisa Hanoune a, certes, salué la décision prise par le ministère du Commerce mais elle s'est interrogée par ailleurs sur «les propos tenus par ce même responsable concernant une éventuelle remise en cause du principe de la règle du 49/51».

Parmi les autres questions évoquées en cette circonstance, on peut citer l'échéance électorale de novembre prochain. Or, sur ce plan, rien n'est encore décidé et la décision qui sera prise par le comité central sera aussi sujette aux évolutions de la situation politique. Le comité central du PT «tranchera au moment opportun la question de la participation ou non aux prochaines élections



Hanoune appelle à la mobilisation de ses militants aux prochaines échéances.

locales à la lumière des développements enregistrés sur la scène nationale», a-t-on indiqué. Dans le cas où le comité central déciderait de la participation, ajoute-t-

on, le PT est «prêt à mener la bataille des locales afin de réaliser d'autres acquis aux différentes catégories de la société algérienne, ce que nous considé-

rons comme une grande responsabilité qui nous incombe».

Sur ce plan, Louisa Hanoune a demandé à ses militants de se préparer à ce rendez-vous, tout en évitant de se prononcer définitivement sur cette question.

Il est clair que la loi électorale était un autre point évoqué par la conférencière lors de cette rencontre organique. Il est à rappeler que le Parti des travailleurs avait procédé en juin dernier à l'installation d'une commission électorale. Cette structure sera chargée de la sélection des futurs candidats et de l'élaboration des listes électorales.

Pour Louisa Hanoune, pas question de faire du remplissage, tous les candidats devront être issus de la base militante de sa formation politique. Concernant cet important rendez-vous électoral, le second de l'année après les élections législatives du 10 mai dernier, dans l'entourage de Louisa Hanoune, on redoute un fort taux d'abstention.

Une situation qu'on met sur le compte des dispositions introduites dans le nouveau code électoral.

A. B.

KHEMIS MILIANA

«Djil El Djadid» renforce ses assises

Djilali Sofiane, le président du parti Djil El Djadid (Nouvelle génération) a réuni, à Khemis Miliana, hier samedi en milieu d'après-midi, les cadres de sa base militante des 8 wilayas du centre-ouest du pays pour mener la deuxième phase de la structuration du parti.

Est-ce le début de la campagne pour les élections des institutions locales, APC et APW ? Djilali Sofiane n'infirme pas et ne confirme pas, il dira simplement «ce sera au conseil national de notre parti de décider au moment opportun si oui ou non nous allons prendre part à ces élections, bien que nous soyons présents dans 41 wilayas».

Le président de Djil El Djadid, dont la formation politique n'a pu arracher aucun siège à l'APN lors des dernières législatives du 10 mai, dira concernant cette échéance : «Nous avons obtenu 100 000 voix, ce qui légalement nous ouvre droit à 5 sièges... mais "on" nous en a spoliés.»

Il a ensuite abordé la situation sur la scène politique nationale et en dressant un tableau noir. «Nous fonctionnons avec un gouvernement qui n'a plus de légalité, une APN inopérante, inefficace, pas représentative, un pouvoir coupé de son peuple, nous allons à la dérive et une

bonne gouvernance ne se fait pas uniquement avec des décrets, ce n'est pas un bateau gouverné par un capitaine, un pays se gouverne avec des institutions fortes», dira-t-il.

Djilali Sofiane fera «le constat d'une «absence de l'Etat», le désordre généralisé est dans les rues, ce qui ne peut qu'augurer d'un avenir plein de dangers», dira-t-il.

L'orateur évoquera aussi les réformes initiées par le président de la République voilà 18 mois : «Elles sont en panne, le gouvernement n'existe plus, le pouvoir est en train de s'effriter, en pleine décomposition, l'Etat est en état de déliquescence.» Et d'ajouter : «Cela a commencé il y a plus de 10 ans.»

Fustigeant certains partis, Sofiane Djilali dira que «Ce sont des formations qui n'agissent que pour leurs intérêts et servent de couverture en cachant la vérité au peuple et leurs discours sonnent creux, n'ayant aucune crédibilité...

Ils se sont évertués à flatter les Algériens pour leur indifférence à l'action militante politique... une situation qui a induit une paralysie générale... nous allons au-devant de graves dangers».

En tant que parti qui se veut représentatif de la nouvelle génération, Sofiane parle des jeunes : «Ils (les jeunes) ont pris conscience qu'ils ont été abandonnés, qu'on ne leur a servi que

des mensonges depuis des années.»

Et pour sortir de la crise de gouvernance, le président de Djil El Djadid dira : «C'est à la société de faire pression sur le pouvoir et ses institutions, non pas en dressant des barrages et en brûlant des pneus ou le saccage des édifices publics mais en s'investissant pleinement dans l'action politique.»

Et de conclure : «Il vaut mieux passer une nuit, éveillé, à surveiller les urnes que passer des mois voire des années en prison pour saccage et troubles à l'ordre public.»

Karim O.



Sofiane Djilali fait un constat des plus noirs sur la situation du pays.

Appel de détresse de la famille d'un des diplomates algériens enlevés au Mali

C'est un véritable appel de détresse que vient d'adresser à l'endroit des ravisseurs, la famille Guessas de Tazmalt dont l'un des fils, Mourad, est détenu au nord du Mali par le Mouvement de l'unicité du djihad en Afrique de l'Ouest (Mujao), un groupe islamiste allié à El Qaïda au Maghreb islamique.

«Nous prions ce mouvement à libérer notre fils et ses compagnons qui ne sont que des fonctionnaires», nous a déclaré au téléphone la femme de l'un des quatre diplomates otages, Guessas Mourad.

Vivant de plus en plus dans l'angoisse, la femme de Mourad ajoute : «Sous le choc depuis son enlèvement, nous ne perdons toutefois pas espoir qu'il soit libéré afin de retrouver enfin sa fille de trente-six mois et toute sa famille qui n'arrive pas à trouver le sommeil depuis plus de quatre

mois.» L'épouse du diplomate originaire de Béni Hamdoun, dans la commune de Tazmalt, enlevé au début d'avril au nord du Mali, en appelle également aux plus hautes autorités du pays à redoubler d'efforts pour faire libérer indemnes son mari et ses compagnons.

«Nous lançons un appel au président de la République à œuvrer pour la libération de ses compatriotes en captivité depuis avril», insiste la famille de Mourad qui tire au passage la sonnette d'alarme sur le danger qui guette les diplomates enlevés au Mali.

«Leur vie ne tient qu'à un fil tant qu'ils restent entre les mains de leurs ravisseurs», s'inquiète la famille de Mourad, avant de conclure sur une note d'espoir : «Nous attendons impatiemment leur libération.»

A. K.